

L'exemple de l'ORTF

L'histoire d'un démantèlement

1945 : nationalisation de la télévision avec la création de la "RTF" .

1964 : C'est la "défonctionnarisation" par la création de l'office : ORTF. Le personnel peut soit conserver le statut de fonctionnaire , soit opter pour le statut de l'ORTF .

Pour faire passer la pilule , on propose de grosses augmentations de salaire . Ce statut , même s'il est moins avantageux qu'avant, comporte certaines garanties en matière d'emploi et de salaire .

La majorité du personnel opte pour le statut de l'ORTF .

En 1974 , il restait 1/10^e du personnel rattaché à la Fonction Publique ; à noter que ceux-là n'ont pas pu être licenciés par la suite .

La grosse infrastructure ayant été installée aux frais de l'état , il reste maintenant à réaliser des profits juteux.

En , conséquence , la privatisation ne fera que s'accélérer .

1970 : C'est le rapport PAYE qui préconise le démantèlement et la privatisation . Il mettra 4 ans à s'accomplir totalement .

1972 : On "découvre" le scandale de la publicité clandestine . Quand on veut porter des mauvais coups à un service public , on organise une campagne de discrédit .

C'est à ce moment qu'on procède à une "réorganisation administrative" :

- au niveau de la gestion , introduction de la comptabilité analytique qui permet de déterminer ce qui est rentable ou non .

- séparation en 8 régies : radio , télé , diffusion , 1^o chaîne , 2^o chaîne et le service de production (les Buttes Chaumont essentiellement) qui est coupé en 3 (c'est le plus combattif , le plus syndiqué) .

A noter que la 3^o chaîne , dès sa création , ne sera pas rattachée aux autres : recrutement régional avec moindre qualification et moindres salaires .

Ces mesures entraînent en octobre-novembre 72 une grève qui freine la mise en place de cette réforme .

A partir de cette époque , on ne crée plus de postes nouveaux , et on embauche

des hors-statuts (vacataires, pigistes...).

1973-1974 : on commence à licencier les occasionnels . Arthur CONTE est limogé . Marceau LONG arrive et découvre un déficit (qui s'avèrera inexistant après coup!), prétexte pour présenter un nouveau plan de démantèlement , qui est voté au conseil des ministres de février 74 .

AVRIL 74 : Mort de Pompidou : c'est la trêve !

Juillet 74 : en pleines vacances , le parlement vote le démantèlement (il y avait eu seulement 2 jours de grève en Juillet) . Les travailleurs luttent sur la plate-forme :
- non au démantèlement
- non aux licenciements
statut unique .

Les directions syndicales expliquent qu'on ne peut plus lutter contre le démantèlement car la loi est votée , et qu'il faut attendre les élections de 78!

La grève générale reconductible d'octobre (un mois) se réduit à la lutte contre les licenciements (1000 sont annoncés) . Seul le service de la production le plus combattif , sera peu touché par les licenciements .

6 Janvier 1975 : le décret de loi supprimant l'ORTF passe .

Les régies deviennent des sociétés d'économie mixte .

Chaque société doit négocier sa convention collective (toutes différentes ce qui empêche toute lutte d'ensemble) .

Les syndicats se plient à cette division (un syndicat TF 1 , un syndicat A 2 , etc) .

On ne recrute plus que des occasionnels .

La production interne est en chute libre : les émissions sont achetées aux boîtes privées .

La déqualification du personnel s'approfondit .

La division du personnel devient énorme : personnalisation des salaires , division syndicale etc .

Le projet final giscardien est de faire d'Antenne 2 une chaîne complètement privée .